

Développement Économique

Réf. : TN/AP

**OBJET : PERMIS DE STATIONNEMENT POUR LE COMMERCE AMBULANT DE RESTAURATION « MISTA PIZZA» DEVANT LE STADE DE LA FONTAINE AUX COULONS, COURS DU LUZARD**

**Le Maire de Champs-sur-Marne,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.1311-1, L.2212-1 et suivants, L.2213-1 à L.2213-6, R.2241-1,

**VU** le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, notamment les articles L.2122-1 à L.2122-3, L.2125-1, L.2323-1 à L.2323-3, L.3111-1, R.2122-1 à R.2122-7,

**VU** le Code de la Voirie Routière, notamment les articles L.113-2, L.116-1 à L.116-7, R.116-2, et le Code de la Route,

**VU** le Code Pénal, notamment l'article 131-13,

**VU** le Code de Commerce, notamment les articles L.123-29, R.123-32, R.123-35, R.123-38, R.123-208-5 à R.123-208-8,

**VU** le Code de la Sécurité Intérieure, le Code de la Santé Publique et le Code de l'Environnement,

**VU** le Règlement Sanitaire Départemental de Seine-et-Marne mis à jour le 1<sup>er</sup> octobre 2001,

**VU** la Délibération n°18 du Conseil Municipal du 27 mars 2006 fixant un droit de place sur le territoire de la Ville pour les commerces ambulants avec un véhicule,

**VU** la Délibération n°11 du Conseil Municipal du 09 décembre 2019 modifiant les redevances d'occupation du domaine public portant tarifs des droits et place et de voirie, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020,

**VU** la manifestation d'intérêt spontanée reçue en Mairie le 7 décembre 2023, de M. KEAT Samy pour son commerce ambulant de restauration « MISTA PIZZA», domicilié 10, allée Henri Matisse à CHAMPS-SUR-MARNE (77 420), pour une installation de son food-truck les jeudis soirs de 18h00 à 22h00 devant le stade de la Fontaine aux Coulons, cours du Luzard à compter du 2 janvier 2024,

**VU** l'avis de publicité suite à une manifestation d'intérêt spontanée pour la vente de pizzas, devant le stade de la Fontaine aux Coulons, cours du Luzard, publiée le 18 décembre 2023 jusqu'au vendredi 12 janvier 2024,

**VU** l'absence de manifestation de concurrent pour cette localisation avant la date limite de réception,

**CONSIDERANT** que le stationnement d'un véhicule de commerce ambulant de restauration constitue une occupation privative temporaire sans emprise au sol du domaine public routier et non routier (tels les parvis), qui doit être préalablement autorisée par arrêté du Maire portant permis de stationnement,

**CONSIDERANT** que cette autorisation d'occupation du domaine public, inaliénable et imprescriptible, est subordonnée au versement d'une redevance, dont le montant est fixé par le Conseil Municipal et révisable annuellement,

**CONSIDERANT** qu'il relève des pouvoirs de police du Maire de veiller au bon ordre, à la sécurité, la tranquillité et la salubrité publiques,

**CONSIDERANT** les conditions d'attribution, d'utilisation et de fin de l'autorisation d'occupation de ce domaine public, fixées dans le règlement visé ci-dessus,

**CONSIDERANT** que le dossier déposé par ce demandeur est complet et conforme audit règlement,

## **ARRETE**

**ARTICLE 1 :** Monsieur KEAT Samy est autorisé à occuper le domaine public sans emprise au sol, afin de stationner son camion-vente pour son commerce ambulant « MISTA PIZZA»

- Nature de l'activité : restauration – pizza
- Emplacement devant le stade de la Fontaine aux Coulons, cours du Luzard.
- Période : les jeudis soirs de 18h00 à 22h00, à compter du 2 janvier 2024 au 31 décembre 2024, renouvelable 5 fois pour la même durée.

**ARTICLE 2 :** Le titulaire de la présente autorisation sera tenu de verser à la Commune de Champs-sur-Marne une redevance d'occupation du domaine public, dont le montant est fixé par délibération du Conseil Municipal susvisée ;

Il est précisé que cette redevance est révisée chaque année en fonction de l'évolution de l'Indice des Prix à la Consommation (I.P.C.) de l'ensemble des ménages hors tabac, publié par l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (I.N.S.E.E.) ;

Ce titulaire de l'autorisation recevra donc un titre de recettes émis par le comptable de la Commune, et dont le règlement à l'ordre du « Trésor Public » devra être effectué dès réception de ce titre à la fin de l'année civile écoulée ;

**ARTICLE 3 :** Le titulaire de la présente autorisation est tenu de respecter la réglementation du commerce ambulant de restauration sur l'espace public fixée par arrêté municipal susvisé qui lui est remis, notamment :

- ✓ La présente autorisation d'occupation du domaine public est personnelle, précaire et révocable, soumise au paiement d'une redevance, non renouvelable,
- ✓ L'emplacement est inaliénable et imprescriptible, et sans emprise au sol,
- ✓ Le commerçant doit disposer d'une assurance pour cette occupation, pendant toute la durée de l'autorisation, et respecter notamment la localisation, la période et l'activité indiqués ci-dessus,
- ✓ Il doit veiller au respect des règles d'hygiène, de sécurité et de tranquillité publiques - tels l'entretien et la réparation de l'emplacement, la solidité et de la stabilité de ses installations, la circulation des secours, des bus et des piétons, l'absence de nuisances sonores, mais aussi à l'affichage des prix, etc,
- ✓ Il lui est strictement interdit de céder la présente autorisation, de détériorer le domaine public, de vendre de l'alcool, d'entraver la liberté de commerce, etc ;

**ARTICLE 4 :** Le titulaire de l'autorisation demeure responsable, tant vis-à-vis de l'administration que des tiers des accidents de toute nature qui pourraient résulter de ses installations ;

Il peut être mis fin à la présente autorisation avant son terme, sans indemnité, par le Maire en cas de non-respect du présent arrêté et du règlement ou pour motif d'intérêt général, ou par le titulaire de l'autorisation pour tout motif, dans les conditions fixées au règlement (écrit, préavis, redevance au prorata temporis) ;

**ARTICLE 5 :** Toute infraction au présent arrêté sera punie selon les lois et règlements en vigueur notamment par l'établissement d'une contravention de 5<sup>ème</sup> classe pour les infractions à l'occupation du domaine public (à ce jour, 1 500 €) ;

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'application du présent arrêté qui sera inscrit au Registre des Arrêtés, et dont l'ampliation sera transmise à :

- M. le Comptable public du SGC de Chelles,
  - M. le Commissaire de Police de Torcy,
  - M. le Responsable du Commissariat de secteur de Champs-sur-Marne,
  - M. le Commandant du Centre de Secours et d'Incendie de Lognes,
  - M. le Président de l'Etablissement Public d'Aménagement de Marne-la-Vallée (E.P.A.Marne),
  - M. le Président de la Communauté d'Agglomération de Paris – Vallée de la Marne,
- Et notifié à l'intéressé.

Fait à Champs-sur-Marne, le lundi 15 janvier 2024

Le Maire certifie que le présent extrait conforme au Registre des Arrêtés, dispensé de transmission au représentant de l'Etat, a été notifié le :

qu'il est donc exécutoire à compter de cette date.

Le Maire,



Maud TALLET

Le Maire,



Maud TALLET

Le présent acte administratif peut être contesté par voie de recours devant le tribunal administratif de Melun dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat et/ou de sa publication ou notification.

Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique télé-recours citoyen accessible sur le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)